

Irak/Conflit

La bataille pour "libérer" l'ouest de Mossoul est lancée

AFP
Oreij/Irak

Dès hier, cinq localités ont été reprises aux djihadistes du groupe Etat islamique (EI). Mais ce face-à-face ne s'annonce guère aisé.

LES forces irakiennes ont lancé hier l'offensive pour "libérer" l'ouest de Mossoul, une bataille qui s'annonce difficile pour déloger les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) de leur dernier bastion en Irak.

Des milliers d'hommes sont impliqués dans les opérations, qui ont débuté par la reprise hier de cinq localités proches de l'aéroport situé au sud de la deuxième ville du pays.

D'intenses bombardements terrestres et aériens pouvaient être entendus à proximité de la ligne de front vers laquelle se dirigeaient des véhicules militaires diffusant des airs patriotiques, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Nous avons lancé l'opération à 07H00 (05H00 au Gabon)" et "avons détruit des véhicules piégés et tué plusieurs membres de Daech" (acronyme arabe de l'EI), a précisé Abbas al-Juburi, un responsable militaire.

Le début de l'offensive a été officialisé par le Premier ministre Haider al-Abadi au cours d'une brève déclaration télévisée. "Ninive, nous venons libérer la partie ouest de Mossoul" de "la terreur de Daech", a-t-il



Photo : AFP

Des tanks à l'assaut des jihadistes de l'EI qui tiennent Mossoul. Mais la bataille pour libérer l'ouest de la ville s'annonce difficile.

proclamé, en parlant de la province dont Mossoul est la capitale.

Cette annonce intervient quatre mois après le lancement, le 17 octobre de la vaste offensive destinée à reconquérir Mossoul, que l'EI avait prise en 2014 en profitant de la débâcle des forces irakiennes.

La violence des combats qui s'annoncent inquiètent les organisations humanitaires, comme Save The Children, qui a appelé les forces irakiennes à "tout faire" pour "protéger" les 350 000 enfants de Mossoul-Ouest.

"Les enfants doivent choisir entre les bombes, les combats et la faim s'ils restent et les exécutions et les tirs de snipers s'ils essaient de fuir", s'est alarmé Maurizio

Crivallero, le directeur Irak de l'ONG.

"MAISON PAR MAISON" • La reprise totale de Mossoul marquerait un échec cinglant pour les jihadistes et leur chef Abou Bakr al-Bagdadi qui y avait proclamé en juin 2014 un "califat" à cheval sur l'Irak et la Syrie.

Mais les jihadistes ont démontré leur acharnement à se défendre en luttant trois mois dans la partie orientale de Mossoul, finalement prise par les forces irakiennes fin janvier.

Les conditions s'annoncent un peu différentes pour la partie occidentale, plus petite mais plus densément peuplée, notamment dans la vieille ville. L'entrelacs de ruelles va y rendre difficile le passage des véhi-

cules militaires, avertisent des experts.

La bataille "risque d'être plus difficile, avec des combats maison par maison, plus sanglants et à plus grande échelle", met en garde Patrick Skinner, du Soufan Group Intelligence Consultancy.

Dans un premier temps, les troupes de la police fédérale et du ministère de l'Intérieur vont tenter de prendre l'aéroport, situé à la périphérie sud de la ville, à l'ouest du Tigre, le fleuve qui traverse Mossoul.

Les combattants de l'EI et les habitants de Mossoul ont pu traverser le Tigre dans les deux sens pendant une grande partie des combats dans l'Est mais aujourd'hui les cinq ponts ont été détruits.

PERTES IMPORTANTES

Les jihadistes pourraient jouir d'un plus grand soutien de la part des habitants de la rive ouest, majoritairement sunnites, que de ceux du côté Est.

"La résistance de l'EI pourrait s'avérer plus importante dans cette zone et il sera plus difficile, mais de la plus grande importance, de nettoyer entièrement Mossoul des réseaux (jihadistes) après sa reprise", indique Emily Anagnostos, de l'Institute for the Study of War. Les pertes humaines subies par les forces fédérales sont importantes, mais celles de l'EI seraient encore supérieures, ce qui pourrait le priver des ressources nécessaires pour défendre Mossoul-ouest de façon efficace.

Les jihadistes sont, de plus, quasiment encerclés dans la ville puisque leurs routes d'approvisionnement avec la Syrie ont été coupées à l'ouest par le Hachd al-Chaabi, une organisation paramilitaire dominée par des milices chiites soutenues par l'Iran.

La coalition internationale conduite par Washington s'est félicité de la reprise de l'offensive, "un rude combat pour toute armée quelle qu'elle soit", selon son commandant, le général Stephen Townsend. Il a salué l'implication des "braves soldats" et "policiers" irakiens, mais aussi des "milices" malgré le fait que certains de ces groupes soient liés à l'Iran.

A travers le monde

• Equateur/Présidentielle. Correa appelle à respecter le résultat des élections



Photo : AFP

Le président équatorien Rafael Correa a appelé à respecter le résultats des élections d'hier, auxquelles il ne se représente pas, en se disant toutefois certain que le candidat du parti au pouvoir allait l'emporter dès le premier tour.

• Etats-Unis/Diplomatie. Washington veut un nouveau départ avec Ankara

Le vice-président américain Mike Pence a affirmé au Premier ministre turc Binali Yildirim que son administration souhaitait "un nouveau départ" dans les relations entre Washington et Ankara, a rapporté hier un média turc.

• Israël/Conflit. Colonies : Netanyahu annonce un comité israélo-américain

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé hier la formation d'un comité israélo-américain pour discuter des colonies israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés, quelques jours après sa rencontre avec le président américain Donald Trump.

• Malaisie/Enquête. Meurtre de Kim : la police soupçonne cinq Nord-Coréens



Photo : AFP

La police malaisienne soupçonne cinq Nord-Coréens d'être impliqués dans l'assassinat de Kim Jong-Nam (photo), demi-frère en exil du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un, une annonce présentée hier par Séoul comme la preuve que Pyongyang est derrière ce meurtre.

• Pakistan/Intempéries. Sept morts dans une avalanche

Au moins sept ouvriers ont été tués dans une avalanche dans le nord du Pakistan et quatre autres étaient toujours coincés sous la neige, a annoncé hier un haut responsable local.

France/Diplomatie

Paris dénonce à nouveau les cyberattaques imputées à Moscou

AFP
Paris/France

Celles-ci, a estimé le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, sont "une forme d'ingérence inacceptable".

LES cyber-attaques que la Russie est soupçonnée de mener en France dans le cadre de la campagne présidentielle sont "une forme d'ingérence inacceptable", a estimé hier le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault. Dans une interview au Journal du Dimanche, le chef de la diplomatie française a déclaré : "Il suffit de regarder pour quels candidats, à savoir Marine Le Pen ou François Fillon, la Russie exprime des préférences, dans la campagne électorale française, alors qu'Emmanuel Macron, qui développe un discours très

européen, subit des cyberattaques. Cette forme d'ingérence dans la vie démocratique française est inacceptable et je la dénonce".

"La Russie est la première à rappeler que la non-ingérence dans les affaires intérieures est un principe cardinal de la vie internationale. Et bien la France n'acceptera pas, les Français n'accepteront pas qu'on leur dicte leurs choix", a ajouté le ministre.

Déjà mercredi, à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Ayrault avait averti que Paris "n'acceptera aucune ingérence que ce soit dans son processus électoral", sous forme de cyberattaques ou de diffusion de fausses informations, venant notamment de Russie. "Il en va de notre démocratie, de notre souveraineté, de notre indépendance nationale".



Photo : AFP

Pour le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault, Paris "n'acceptera aucune ingérence que ce soit dans son processus électoral."

Des scrutins importants sont prévus en Europe en 2017, notamment en Allemagne et en France, et de nombreux experts, responsables de services de renseignement et responsables politiques ac-

cusent Moscou de vouloir, via des cyberattaques sophistiquées et des campagnes de désinformation, influencer les résultats. Une séance exceptionnelle du Conseil de défense français, sous l'égide du prési-

dent François Hollande, est prévu cette semaine pour renforcer les mesures de protection contre ce genre de menace.

Dans son entretien au JDD, M. Ayrault redit "que l'intérêt de la Russie, des Etats-Unis et du reste du monde, c'est d'avoir une Europe stable, qui fonctionne, assume ses responsabilités et joue tout son rôle en faveur de la paix, de la prospérité et du développement durable".

A l'adresse de la nouvelle administration américaine, le chef de la diplomatie française assure que "l'Europe reste une référence dans ce monde troublé". "Je fais le pari que la tentation de diviser les Européens pour mieux régner ne va pas fonctionner. Car les Etats-Unis n'ont absolument pas les moyens de compenser les avantages que l'Union européenne offre à ses membres".